

Le Burundi expulse un deuxième membre de l'ONU en deux mois

@rib News, 04/06/2014 à 14h00 Source AFP Les autorités burundaises ont annoncé mercredi l'expulsion d'un officier de sécurité du Bureau local de l'ONU (BNUB) arrêté avec des munitions à l'aéroport de Bujumbura, la deuxième d'un membre du personnel onusien au Burundi en moins de deux mois. "Les services de l'aéroport ont trouvé dans le sac d'un agent kenyan du BNUB, Abednego Mutua, deux chargeurs avec 15 balles alors qu'il allait embarquer dans un avion", a déclaré le ministre burundais des Relations extérieures, Laurent Kavakure (photo).

"Nous avons notifié au BNUB ce cas hier (mardi) et donné 48 heures à l'agent du BNUB pour quitter le Burundi", a poursuivi le chef de la diplomatie burundaise. Cela n'affecte pas les relations avec l'ONU, "au beau fixe", a-t-il assuré. Le responsable de la communication de la présidence burundaise, Willy Nyamitwe, a indiqué que les munitions avaient été trouvées sur M. Mutua le 25 mai, alors qu'il allait embarquer pour le Kenya. Le Burundi avait déclaré le 17 avril "persona non grata" un diplomate du BNUB en charge des questions de sécurité, Paul Debbie, après la fuite dans la presse locale d'une note du Bureau de l'ONU faisant état de distributions d'armes par le gouvernement burundais aux "Imbonerakure", les membres de la ligue de jeunesse du parti au pouvoir du président Pierre Nkurunziza. Bujumbura avait qualifié ces accusations de "rumeurs sans fondement" et accusé le BNUB de vouloir salir l'image du pays. Un responsable onusien à Bujumbura a estimé sous le couvert de l'anonymat que les autorités burundaises cherchaient "à se venger à cause de la note qui a fuité". M. Mutua "est un officier de sécurité, qui était habilité à porter une arme (...) il pris avec lui ce chargeur par mégarde", a expliqué ce responsable onusien. "C'est ridicule. Il y a une volonté manifeste de nuire au BNUB", a-t-il poursuivi, soulignant que M. Mutua avait repris son poste sans problème à Bujumbura. Le BNUB avait adressé début avril une mise en garde aux autorités burundaises, leur demandant de prendre des mesures contre la violence attribuée aux jeunes du parti au pouvoir et de respecter les droits de l'Homme, dans l'optique des élections prévues en 2015.